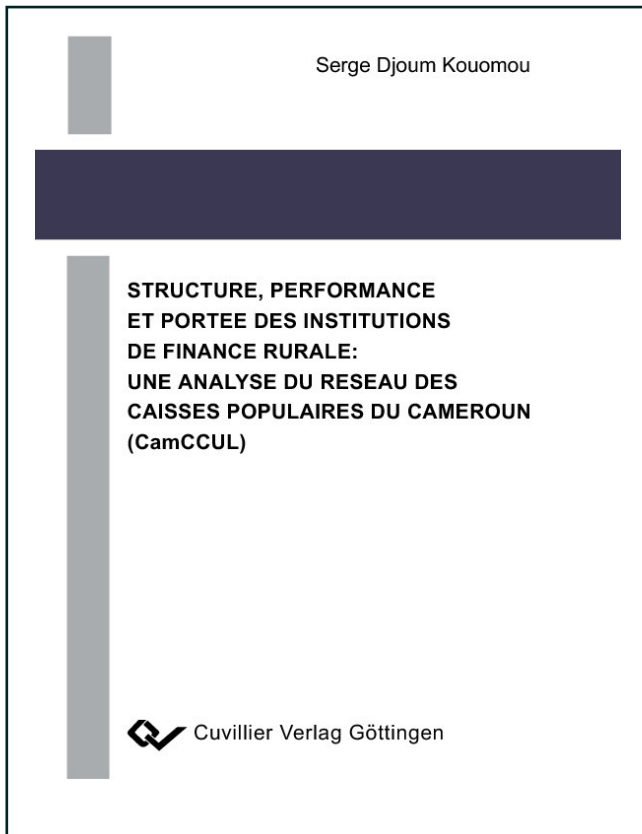




Serge Djoum Kouomou (Autor)

Structure, Performance et Portee des Institutions de Finance Rurale

Une Analyse du Reseau des Caisses Populaires du
Cameroun (CamCCUL)



<https://cuvillier.de/de/shop/publications/2131>

Copyright:

Cuvillier Verlag, Inhaberin Annette Jentzsch-Cuvillier, Nonnenstieg 8, 37075 Göttingen,
Germany

Telefon: +49 (0)551 54724-0, E-Mail: info@cuvillier.de, Website: <https://cuvillier.de>

1 INTRODUCTION GENERALE

La pauvreté et l'insécurité alimentaire sont reconnues comme étant des fléaux qui touchent en premier lieu les populations rurales. Ces populations vivent essentiellement des activités agricoles et non agricoles. Elles se heurtent au quotidien à l'incapacité de développer leurs activités à cause d'un accès difficile à des ressources financières additionnelles. Pour surmonter cette difficulté et subvenir à leurs besoins financiers, personnels ou professionnels, elles ont recours généralement à des sources telles que la famille, les amis, les prêteurs d'argents privés.

L'agriculture représente en Afrique subsaharienne près de 30% du Produit Intérieur Brut, 40% des exportations et près de 70% de l'emploi total des pays. Toute politique de développement visant à l'amélioration des conditions de vie des pauvres passe par des efforts pour améliorer la productivité agricole. Ces efforts doivent être concentrés en priorité vers le monde rural. En effet le rôle de l'agriculture en matière de réduction de la pauvreté est lié au poids important qu'a ce secteur aussi bien sur la consommation que sur la production et les revenus (Mellor, 2000). Le développement de l'agriculture joue un rôle très important dans la croissance économique. C'est dans ce sens que Eicher (1999) précise que c'est essentiellement en raison de la faible productivité agricole dans les PVD que ce secteur ne joue pas son rôle de stimulant de la croissance économique.

Les diverses stratégies de développement mises en place pendant les trois dernières décennies ont connus des fortunes diverses et dans l'ensemble n'ont pas apporté les résultats escomptés. Ceci s'explique par les divers revirements apportés aux approches de lutte contre le sous développement. De la croissance économique considérée comme le seul gage du développement économique et de la réduction de la pauvreté dans les années 60, on est passé dans les années 70 à une intervention directe sur les plans de la santé, de l'éducation et de la nutrition. L'absence de fonds prêtables dû à la crise économique aigue des années 80 a consacré avec le temps l'échec de cette politique (BM, 1996a). Depuis quelques années, l'attention s'est focalisée vers la promotion en milieu rural d'institutions financières capables d'apporter des solutions concrètes aux problèmes des pauvres. En effet, le système financier en zone rurale joue un rôle très important dans la formation du capital, l'accroissement de la productivité agricole, et par conséquent dans le développement économique (Heidhues, 1995). Plus la quantité, la variabilité, la qualité, et l'efficacité des institutions et instruments financiers est grande dans une société, plus le système financier se développe, et plus sa contribution au développement économique est importante (Heidhues, 1992)

1.1 Problématique

Le Cameroun a connu deux décennies de croissance soutenue après l'indépendance. L'année 1985 marque le début d'une forte récession caractérisée par la chute des cours de produits agricoles de base qui entraîne une baisse du PIB de près de 6.3% par an et des déséquilibres des agrégats macro-économiques. Cette crise a fortement ébranlé le système bancaire qui s'est très vite retrouvé dans une situation d'insolvabilité, situation qui a entraîné une perte de confiance des populations envers les banques. Obligé face à cette situation à adopter les mesures correctives imposées par le FMI et la Banque Mondiale (BM), l'Etat camerounais a défini une nouvelle stratégie de développement économique dans laquelle son rôle se limite à la mise en place d'un environnement libéralisé avec la suppression des barrières non tarifaires, la privatisation des activités marchandes et la libéralisation des prix. L'objectif de cette nouvelle vision est de sortir des politiques réactives de prise en charge de la pauvreté, pour passer aux politiques proactives de développement. Ceci marque en fait l'échec du développement « par » l'Etat que ce soit dans les ex-pays socialistes ou dans les PVD qui avait en fait créé une situation de monopole étatique pour soutenir ou contrôler la production. Par contre on ne saurait penser un développement « sans » l'Etat comme le préconisent les tenants du libéralisme. L'Etat a un rôle très important à jouer dans le processus de développement (Bartoli, 1999). Le rôle de l'Etat tel que préconisé et appuyé par les organisations internationales consiste en la mise en place de stratégies efficaces de développement centrées sur la réduction de la pauvreté.

Le Cameroun est un pays de l'Afrique subsaharienne et présente les mêmes caractéristiques que tous les autres pays de la sous région. La pauvreté y est essentiellement rurale. 51% de la population est considérée comme pauvre et 23% comme très pauvre. 84% de pauvres vivent en zones rurales et 61% de ruraux sont pauvres (PNUD, 1998). Ces populations rurales n'ont généralement pas accès aux services financiers formels et traitent de leurs problèmes financiers exclusivement dans l'informel. Le système financier qui est supposé leur offrir des services financiers nécessaires à la conduite de leurs affaires s'est avéré peu développé, peu diversifié, peu efficient et fragmenté (Heidhues et Weinschenck, 1986). Cette situation a conduit le gouvernement à mettre sur pied une stratégie de développement avec un accent particulier sur le développement des systèmes financiers décentralisés ou microfinance en milieux ruraux afin de combler le vide laissé par les banques classiques après les restructurations dont elles ont fait l'objet.

Avec le processus de libéralisation marquant la fin de l'assistance de l'Etat au monde rural, la microfinance a commencé à susciter un intérêt grandissant au Cameroun. Les institutions de microfinance sont apparues comme étant un moyen essentiel de soutien aux activités paysannes. Un cadre réglementaire a été mis sur pied en 1992 par la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) avec l'appui de la Coopération française. Dès lors,

on a assisté à l'émergence d'institutions de microfinance de part et d'autre du territoire national ayant chacune des objectifs propres et proposant leurs produits à une clientèle très variée. Toutefois, malgré leur grand nombre (environ 650 institutions en 2001 y compris MC2 et CamCCUL), ces structures ne couvrent qu'environ 7% de leur marché potentiel évalué à 4.5 Millions de personnes pour une population active évaluée à 6 Millions d'âmes (Pinchart et Unterreiner, 2001). Aussi certaines institutions ont fait faillite après quelques mois ou quelques années, ce qui nous ramène à la question de savoir si le micro-crédit à lui seul peut parvenir aux objectifs de réduction de la pauvreté au Cameroun. A la vue des résultats actuels de ce secteur, beaucoup reste à faire pour permettre à ce dernier de jouer son rôle de moteur du développement.

Le réseau CamCCUL se présente comme étant un acteur de premier plan sur la marché financier rural camerounais. Avec 285 caisses en 2002, ce réseau, le plus ancien du pays (le réseau a été créé en 1968) représente plus de la moitié du chiffre d'affaire du secteur, épargne et crédit confondus. Il est essentiellement rural certes (92% des caisses sont en zones rurales), mais le gros des opérations est en milieu urbain (par exemple 54% de l'épargne est collectée en milieu urbain). Une analyse de ce réseau en ce qui concerne sa structure et ses performances nous permettra de savoir si les institutions de microfinance peuvent dans les conditions où elles évoluent être viables et atteindre les couches les plus vulnérables et jouer un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté.

1.2 Objectifs de l'étude.

L'objectif principal de ce travail est de montrer à quel degré les institutions de microfinance peuvent apporter des solutions aux problèmes des populations pauvres tout en inscrivant leurs activités dans une perspective de long terme. Ceci nous permettra en fin de compte de faire des recommandations nécessaires à une amélioration de la façon dont l'institution propose ses services à sa clientèle.

Les objectifs généraux assignés au secteur de la finance rurale sont:

- d'apporter des services financiers aux petits agriculteurs et petits commerçants;
- de promouvoir les crédits de groupe au sein des emprunteurs;
- de mobiliser l'épargne rural;
- d'apporter des techniques plus efficaces de gestion du crédit rural sur des bases solides et durables;
- de créer des opportunités d'emplois aux populations rurales tout en améliorant le niveau de nutrition des emprunteurs à travers l'amélioration de la productivité et la croissance des revenus.

Quoique les banques rurales évoluent sur le terrain depuis trois à quatre décennies, il n'existe pas de rapport concret sur leurs performances comme

moyens alternatifs de financement du développement rural avec pour cible les petits agriculteurs. Les informations disponibles sont assez disparates, seuls les rapports annuels présentant les coûts, les revenus et les profits sont présentés. Les objectifs généraux de cette étude sont:

- mener une analyse de la forme structurelle et des capacités de la Ligue CamCCUL;
- mener une analyse des performances du réseau CamCCUL afin de voir s'il peut se maintenir dans le temps;
- voir à quel degré les caisses coopératives du réseau CamCCUL peuvent atteindre la cible potentielle constituée de populations pauvres;
- analyser l'impact que produit l'offre de services financiers (épargne et crédit) du réseau sur les populations;
- de mener une étude de l'opinion des clients emprunteurs sur certains aspects des services offerts par les caisses coopératives du réseau CamCCUL et avoir le point de vue des dirigeants sur les problèmes opérationnels qu'ils rencontrent dans l'exercice de leurs fonctions (il sera aussi question de prendre en compte les propositions de solutions aux problèmes soulevées par ces derniers).

1.3 Hypothèses de l'étude

Sur la base des objectifs ci-dessus, des hypothèses de travail ont été définies à deux niveaux:

(1) Au niveau de l'institution (vision institutionnelle)

- Le réseau avec le temps a acquis de l'expérience et joue un rôle très important d'intermédiation financière en milieu rural;
- Le réseau de part ses performances financières et la structure de ses opérations a pu inscrire son activité dans une perspective de long terme. Ceci suppose qu'elle soit une structure pérenne. Il en va de même des caisses coopératives membres;
- Le réseau a atteint son objectif principal de lutte contre la pauvreté. Ceci sous entend une couverture maximale des populations pauvres en services financiers dont ils ont besoin. Cependant des mesures macro-économiques doivent être mises en place pour améliorer ces performances.

(2) Au niveau des individus et de leurs entreprises (analyse de l'impact)

- La participation au programme de micro-crédit permet un accroissement du revenu et des biens des individus emprunteurs et de leur ménage;

- La participation au programme de micro-crédit accroît le bien-être des ménages en terme de sécurité alimentaire, d'éducation des enfants, d'habitat et de santé;
- Les programmes de crédit de CamCCUL ont des effets positifs sur le marché financier rural en terme de réduction des taux d'intérêts sur le marché informel (tontines, usuriers etc.), des effets positifs sur le marché de l'emploi en terme de création de nouveaux emplois, et des effets positifs sur la productivité agricole.

1.4 Plan de rédaction

Le chapitre 1 présente une introduction du problème en donnant un bref aperçu de la situation générale du pays en ce qui concerne le rôle de l'agriculture dans l'économie et la situation du système financier dans son ensemble.

Le chapitre 2 traite essentiellement de l'évolution de la théorie et des approches en matière de microfinance et du financement du monde rural. Il retrace aussi les objectifs poursuivis par les institutions (viabilité, durabilité, impact et couverture des populations pauvres) et met un accent particulier sur le rôle de la finance rurale dans le processus de développement économique.

Le chapitre 3 présente le marché financier camerounais dans son ensemble, les divers secteurs de ce marché, les diverses approches de financement du monde rural et les sources possibles de financements auxquelles peuvent s'adresser les agriculteurs et petits commerçants.

Le chapitre 4 présente le cadre conceptuel de notre étude, les méthodes d'analyse utilisées dans nos analyses, les variables et indicateurs utilisés ainsi qu'une brève description de l'ère d'étude de l'impact du micro crédit sur les populations.

Le chapitre 5 présente la structure du réseau CamCCUL qui est l'institution sur laquelle est basée notre étude, son évolution dans le temps, les problèmes auxquels il a été confronté dans son environnement immédiat et les mesures correctives nécessaires à sa bonne marche.

Les chapitres 6,7 et 8 traitent respectivement des performances financières, des performances opérationnelles et de l'impact des services de la CamCCUL sur les populations.

Le chapitre 9 est consacré au résumé de l'études, aux conclusions et recommandations.

2 OBJECTIFS DE LA FINANCE RURALE EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT: REVUE DE LA LITTERATURE

Une présentation des différents paradigmes qui ont guidé l'évolution de la pensée en matière de finance rurale nous permettra de mieux appréhender les objectifs spécifiques poursuivis par les institutions de financement du monde rural. Aussi, le rôle que peut jouer la finance rurale dans le processus de développement sera examiné.

2.1 Evolution de la pensée en finance rurale

Les approches visant à offrir au monde rural des services financiers ont connu une évolution remarquable dans le temps. A cet égard on peut identifier deux grands courants de pensées: un premier basé sur la technique du crédit subventionné et un deuxième basé sur la libéralisation des marchés financiers (Zeller, 1993; Yaron et al., 1997; Adams et al., 1992; Desai et al., 1993).

2.1.1 L'approche du crédit subventionné

Cette approche a prévalu dans les PVD de l'indépendance jusqu'au début des années 80 et reposait essentiellement sur la « théorie monétariste classique » dont les tenants sont Keynes, Gurley et Shaw. Cette approche a connu deux modes de financement différents mais qui dans l'ensemble sont très similaires.

2.1.1.1 Le mode de financement par des institutions généralistes de crédit

Cette approche a prévalu de la fin des années des indépendances jusqu'au début des années 70. Dans cette approche encore appelée « Supply-Leading Finance », la finance est considérée comme un élément clé du développement, de la croissance et du développement économique. Les capitaux doivent être constitués à partir de l'épargne interne ou par des transferts de capitaux externes afin d'être canalisés vers le monde rural. Pour assurer ces transferts et nonobstant l'existence du système financier, des institutions nouvelles¹ étaient créées. Dans la majeure partie des pays en développement (PVD), les systèmes financiers sont encore rudimentaires, les pauvres sont exclus des circuits financiers des banques commerciales car ils constituent un grand risque et les

¹ Les institutions mises en place avaient de fortes connotations étatiques et pour la plupart étaient juste des copies des systèmes existants dans les pays pourvoyeurs de fonds. Ces institutions étaient de type Banque de développement généraliste, société de développement, ou dans des rares cas une institution bancaire.

opérations avec eux engendrent des coûts de transactions très élevés. Cette exclusion a longtemps limité les possibilités des pauvres à rompre avec le cercle vicieux de la pauvreté (le faible revenu implique la faiblesse du niveau de l'épargne, qui à son tour implique la faiblesse du niveau des investissements, ce qui entraîne en fin de compte une faible productivité, d'où la faiblesse de revenu).

Compte tenu de cette évidence, les gouvernements et bailleurs de fonds ont pris l'initiative d'intervenir directement sur le marché et de promouvoir des méthodes de financement direct du monde rural. La philosophie qui guidait cette intervention est qu'une politique financière modérément expansionniste mais régulée dans les pays économiquement moins développés étaient perçue comme un moyen d'encourager une croissance élevée et stable de l'économie et des emplois (Desai et Mellor, 1993)

Ce paradigme que l'on qualifie aussi d'approche traditionnelle de la finance rurale a pris corps à une époque où les problèmes du monde rural étaient perçus comme provenant (yaron et McDonald, 1997):

- d'un manque de crédit en zones rurales;
- d'un manque de technologies modernes en agriculture;
- de la poursuite d'une croissance industrielle au dépend de l'agriculture (taxer l'agriculture pour subventionner l'expansion);
- de la prédominance des prêteurs usuriers sur les marchés financiers ruraux;
- d'une capacité d'épargne perçue comme faible.

L'approche avait pour objectif de résoudre les problèmes qui se posaient dans le monde rural. Ceci devait se faire par l'offre tout azimut du crédit dans ce milieu et notamment le crédit agricole. Le crédit était ciblé sur l'agriculture, et plus spécifiquement sur l'agriculture de rente, il était, selon les préférences des institutions essentiellement de court terme et devait servir à promouvoir une culture, une technique, ou un paquet technique; les mêmes institutions assuraient la fonction de crédit et de vulgarisation auprès des producteurs. Le crédit transitait par de multiples intermédiaires institutionnels et techniques, arrivait difficilement jusqu'au producteurs; le suivi du crédit quasi inexistant et la pression de recouvrement faible (Wampfler, 2002). Le plafonnement des taux d'intérêts, les fonds de garantie et les quotas obligatoires sur les prêts à l'agriculture étaient des pratiques très encouragées (Adams, 1994). On se basait à cet effet sous l'hypothèse selon laquelle la provision en avance de crédits peu coûteux stimule la demande des paysans et par conséquent la croissance économique (Patrick, 1966; Donald, 1976).

Vers les années 70, après les premiers échecs constatés avec ces structures généralisées de crédit agricole (taux d'impayés élevés, défaillances importantes dans la gestion, manque de culture bancaire des institutions distributrices de crédit et faiblesse des structure intermédiaires de canalisation du crédit), des aménagements substantiels ont été apportés à cette approche de financement. Il est en effet aussi constaté que les transferts de capitaux extérieurs dans les grands projets ont rarement contribué à l'accroissement du produit national brut

(PNB), et que dans plusieurs cas, ils ont plutôt contribué à détériorer la situation économique et sociale de la majorité des populations des PVD (Bomda, 1998). La réforme des politiques en matière de crédit rural semblait alors inévitable. Les interventions se sont dès lors orientées beaucoup plus vers le financement de groupes cibles.

2.1.1.2 Le mode de financement par des institutions spécialisées de crédit

Ce mode de financement appelé encore « Farm Finance (FF) » met l'accent sur l'apport de crédit dans l'agriculture. Le micro-crédit est alors défini comme étant un crédit qui cible les pauvres qui possèdent leurs propres entreprises, incluant les entreprises agricoles (de petites tailles de moins de cinq personnes), et en incluant aussi les travailleurs autonomes (Christen et al., 1994; Christen et Peck, 1992). Pour atteindre ces groupes et compte tenu du désintéressement des banques classiques envers le monde rural considéré comme étant très coûteux et très risqué, de nouveaux mécanismes de transfert de fonds (méthodes, instruments et institutions) sont mis en place. Quoique mettant l'accent sur le système financier, le schéma d'intermédiation financière est resté presque le même. Les banques et les institutions nouvellement créées n'ont pour rôle que la distribution du crédit aux structures publiques d'encadrement de la production agricole et le service d'épargne faiblement développé. En plus des mesures ont été prises afin de maximiser le flux de capitaux vers le monde rural. Ces mesures avaient trait à:

- l'établissement des quotas de crédit ainsi que la définition des populations cibles bénéficiaires;
- des taux de refinancement spéciaux par la banque centrale pour les crédits destinés à l'agriculture;
- la mise sur pied des institutions financières orientées vers le monde rural²;
- l'établissement des fonds de garantie pour les risques des crédits agricoles;
- le plafonnement des taux d'intérêts sur les crédits agricoles;
- le subventionnement par l'état des organismes et institutions de crédit agricole;

Cette approche dans l'ensemble malgré quelques points de satisfaction observés ici et là n'a pas eu les effets escomptés par ses tenants (Klein et Meyer, 1998; Adams, 1994; Adams et Fitchett, 1992). La population à servir était très nombreuse et dispersée, ce qui a rendu la tâche de ciblage assez difficile et les coûts très élevés. La concentration des banques agricoles surtout dans les zones de culture de rente n'a pas permis une couverture de toutes les régions des pays.

² Dans le cas du Cameroun la poursuite de cet objectif a conduit à la création des organismes de financement du monde rural comme le FONADER, la BCD, le FOGAPE et le FIMAC. Ces derniers sont aidés dans leurs tâches sur le terrain par de grands groupes coopératifs à l'exemple de la SODECAO, de l'UCCAO etc...

Les projets de financement du monde rural ont perdu beaucoup d'argent et pour la plupart disparu (Adams et Fitchett, 1992)³. Les restrictions sur les taux d'intérêts et les forts coûts de transactions ont induit la faiblesse des institutions de crédit agricole (Adams, 1984; Ladman, 1984; Gonzalez-Vega, 1984). Vers la fin des années 80, la plupart des banques et organismes orientés vers le financement du monde agricole se sont retrouvés avec un portefeuille d'impayés important, d'où un endettement croissant vis-à-vis de la Banque Centrale. L'absence de fonds publics dû à la crise économique aigue des années 80 et du début des années 90 a consacré l'échec de cette approche de financement du monde rural (BM, 1996b). La mise sur pied de fonds afin de stimuler la demande rurale n'était plus possible. Aussi sur le plan structurel, le crédit ne répond pas aux besoins réels des populations rurales, les paquets techniques auxquels la plupart des crédits octroyés sont liés s'avèrent souvent inapplicables ou peu rentables dans les conditions paysannes; la distribution du crédit à travers des organismes de développement constitue un écran entre la banque et le bénéficiaire qui déresponsabilise celui-ci; les montages financiers et institutionnels étaient défaillants et ne pouvaient assurer l'équilibre financier des banques agricoles (Wampfler, 2002).

Une mauvaise compréhension du secteur rural (la nature de son économie et les interdépendances qui existent entre les activités agricoles et non agricoles) a grandement contribué à l'échec des interventions en matière de crédit rural (Boily, 1999). Les modèles mis sur place dans les PVD sont des modèles calqués de l'extérieur sans aucune adaptation aux conditions environnementales. Bien d'autres facteurs ont contribué à ces échecs. Yaron et al. (1997a) précisent que les échecs de ces institutions ont été conditionnés par:

- la spécialisation des banques de développement en agriculture;
- une mission qui mettait l'accent sur le développement plutôt que sur la viabilité;
- une inaptitude des institutions à gérer le risque;
- la forte implication de l'état;
- des structures favorisant les emprunteurs plutôt que les épargnants;
- des prêts captés par des producteurs plus riches;
- la dépendance aux subventions.

Au vue des échecs de l'approche traditionnelle, l'attention des gouvernements, bailleurs de fonds et organismes internationaux s'est orientée vers la promotion en milieu rural de structures viables capables d'apporter des solutions concrètes aux problèmes des pauvres.

³ Au Cameroun, la crise économique des années 80 et début des années 90 avait restreint les fonds publics. Aussi la mise sur du plan d'ajustement structurel obligeait l'état à se désengager de certaines de ses activités. Les structures mises en place dans le processus de financement du monde rural ne pouvaient compte tenu de leurs situation financière faire face à leurs engagements et ont été contraintes à la liquidation.